

Établissement public de l'État représenté par le Directeur Général en exercice,
nommé et reconduit dans ses fonctions par décret en date du 10 avril 2022 (J.O n°0086 du 11 avril 2022)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N°2024 03 001

Marché relatif à la maintenance du site internet public de l'Ofpra

*Services Administratifs et Financiers
Pôle des marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 –DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 – MONTANT	4
ARTICLE 5 – PRESENTATION DU SITE	4
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8 – PRIX	7
ARTICLE 8 – MODALITES DE PAIEMENT	8
ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 10 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	9
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES	9
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE	9
ARTICLE 13 – ASSURANCE	10
ARTICLE 14 – PENALITES	10
ARTICLE 15 - RESILIATION	10
ARTICLE 16 – LITIGES	11
ARTICLE 17 – DÉROGATION	11

PRÉAMBULE

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), créé par la loi du 25 juillet 1952, a le statut d'établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative. Il est placé sous la tutelle administrative du ministère de l'Intérieur.

L'OFPRA situé à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) a pour mission l'instruction des demandes d'asile et la protection juridique et administrative des personnes reconnues réfugiées ou apatrides, ainsi que des bénéficiaires de la protection subsidiaire.

En 2022, l'OFPRA a mis en ligne son site sous Drupal 9 et est actuellement en train de le passer en Drupal 10. L'OFPRA doit procéder au renouvellement de la maintenance de son site qui s'arrête en mai 2024.

Ce projet est piloté conjointement par les services informatique et de communication de l'Ofpra.

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Article 1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive, curative et évolutive des logiciels et des applications nécessaires au fonctionnement du site Internet public de l'Ofpra (<http://www.ofpra.gouv.fr/>).

Ce site comprend des pages informatives et des services en ligne qui permettent aux usagers de signaler un changement de coordonnées (adresse postale ou mail, numéro de téléphone) et aux personnes protégées par l'Office de demander des documents d'état civil. Il comprend également des documents publiés par l'Ofpra et des liens qui renvoient vers des sites partenaires hébergés sur d'autres plateformes.

L'Ofpra souhaite avoir un interlocuteur unique qui assure la maintenance préventive, curative et évolutive des logiciels et des applications sous forme :

- ✓ d'une assistance technique régulière, facturée selon une base annuelle forfaitaire, pour assurer la maintenance préventive ;
- ✓ d'une assistance technique à délais de rétablissement garantis, facturée selon une base annuelle forfaitaire, pour la maintenance curative ;
- ✓ et des prestations techniques indépendantes visant à réaliser des modifications du site existant, pour la maintenance évolutive. Ces prestations exécutent des bons de commande spécifiquement établis en fonction du besoin décrit par l'Ofpra et, estimées sur la base chiffrée d'un quantitatif joursXhomme proposé par profil.

Article 1.2 – Forme et procédure du marché

Le marché est passé en procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique (CCP ci-après).

Le marché prend la forme d'un accord cadre mono attributaire, il se décompose en prestations à bons de commande et en prestations à prix forfaitaire.

Article 1.3 – Divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Article 2.1 – Pièces particulières

Le présent marché est constitué par les documents contractuels mentionnés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- le cahier des clauses particulière (CCP) et l'annexe I RGPD ;
- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- l'offre technique du titulaire.

Article 2.2 – Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogation énumérées au titre du dernier article du présent marché. Ce document n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives de l'acheteur public font foi.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus énoncée qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée initiale d'une année allant de sa date de notification à sa date anniversaire. Conformément aux dispositions des articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du code de la commande publique, il est tacitement reconductible trois fois, pour une durée de douze mois chacune, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché qu'à la condition d'avoir informé par écrit l'acheteur de son inaptitude à en poursuivre l'exécution six mois au moins avant sa date d'échéance dans des conditions permettant de connaître de façon certaine les dates d'émission et de réception de ses intentions (courrier ou courriel). Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

En cas de non reconduction du fait de l'acheteur, celui-ci informe par écrit le titulaire de sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance dans des conditions permettant de connaître de façon certaine la date d'émission de cette décision (courrier ou courriel).

ARTICLE 4 – MONTANT

Le marché est conclu sans minimum et d'un montant global maximum de 142 000 euros HT.

ARTICLE 5 – PRESENTATION DU SITE

Article 5.1 – Présentation générale

La partie informative

La partie informative présente les textes en vigueur sur l'asile en France, les définitions des notions introduites dans le droit français telles que la protection subsidiaire, de même que les nouvelles procédures applicables.

Toutes les informations utiles sur l'Ofpra, son statut, ses missions, son organisation y figurent, ainsi que les formalités nécessaires pour demander l'asile à la France.

Les travaux de la Mission histoire et exploitation des archives (MHEA) sont présentés à travers des textes (inventaire d'archives, présentations diverses, etc.), des images (photographies, archives numérisées, organigrammes, frises chronologiques, etc.), des vidéos, etc.

Les différents partenaires de l'Office en matière d'asile en France et en Europe sont répertoriés et des liens permettent d'accéder à leurs sites respectifs.

Les rapports d'activité de l'Office depuis 2001 sont disponibles ainsi que tous les éléments statistiques.

Cette partie contient des documents PDF à télécharger, des images, des textes, des vidéos, des liens internes ou externes et des Flux RSS.

Les services en ligne

Ces services en ligne, sous-rubrique « Démarches en ligne » dans les rubriques « Asile & Apatrié » et « Protection & État civil » sur le site, consistent en une application WEB sécurisée permettant la demande de documents d'état civil et le

signalement d'un changement d'adresse par les personnes protégées par l'Office ou ayant déposé une demande d'asile. Les informations saisies sont hautement confidentielles car nominatives. Elles ne sont gardées dans aucun cache et stockées cryptées. Leur transfert vers l'intranet de l'Ofpra est régulier ainsi elles ne restent que peu de temps sur le site hébergé. Enfin leur transfert est sécurisé.

Les publications du service de documentation de l'Ofpra

Le site Internet contient plus de 1000 documents publiés par la Division de l'information, de la documentation et des recherches (DIDR). L'ajout et le retrait des documents dans la médiathèque du site Internet sont effectués par un module qui récupère les documents contenus dans une base documentaire Flora (Flora Software) installée en DMZ. A une fréquence déterminée par l'Ofpra, ce module ajoute, supprime ou met à jour les documents en fonction de ce qu'il trouve dans la base en DMZ.

Article 5.2 – Présentation détaillée

Présentation de l'architecture du site

La solution se découpe en 3 serveurs : un serveur Web, un serveur de base de données et un serveur de fichiers. Le serveur Web est composé de 3 modules : le module communication, le module spécifique de demande de documents d'état civil et le module spécifique pour les publications. Le serveur base de données contient 2 bases de données : une base contenant toutes les informations du CMS et une base de données métier contenant les informations métier de l'application (suivi des demandes de documents d'état civil, gestion des profils, etc...). Le serveur de transfert sécurisé met à disposition de l'intranet de l'Ofpra les demandes de document d'état civil. Le serveur de transfert sécurisé est placé sur le serveur de fichiers, mais il pourrait également être placé sur une autre machine.

Le site de l'Ofpra est installé sur un environnement LAMP chez un hébergeur. Les mises à jour de contenu sont effectuées sur le site hébergé. Il y a un site de production et un de préproduction.

Le site est développé en Drupal 10. Les particularités du site concernent un workflow pour contrôler la publication du contenu en fonction des profils des utilisateurs ; l'aspect multilingue ; et un haut critère d'accessibilité.

Les formulaires de demande en ligne s'appuient sur le module contrib « webform » version 6.2.2. Un module sur mesure écrit en PHP génère les fichiers CSV contenant les informations saisies par l'internaute et gère le transfert des fichiers. Des fichiers de mise à jour du suivi de la demande sont récupérés et la base de données est mise à jour.

Un module sur mesure écrit en PHP gère automatiquement l'insertion, le retrait et la mise à jour des documents publiés par l'Ofpra dans le CMS. Ce module s'interface avec le système documentaire de l'Ofpra pour récupérer les métadonnées du document et l'URL du fichier pour pouvoir l'importer.

La sécurité

Pour préserver la sécurité des internautes :

- Le moteur de recherche ne moissonne pas l'ensemble des informations contenues dans le site. Seules les informations accessibles par tous sont autorisées à la moisson ;
- Aucun cookie permanent ni aucun cookie contenant des informations personnelles sur la personne n'est généré ;
- Le transfert des informations entre un utilisateur et le site Internet et celui des informations vers le serveur de l'Ofpra utilisent un protocole de connexion chiffrée (SSL).

Pour préserver la sécurité du site interne de l'Ofpra (back office), l'architecture permettant l'échange d'information entre le site Internet et le site interne conserve l'étanchéité entre ces 2 sites.

Le site de l'Ofpra respecte les normes et les standards interministériels français définis dans le Référentiel Général de Sécurité accessible depuis <http://references.modernisation.gouv.fr/securite>.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Article 6.1 – Maintenance préventive

Tous les mois, le titulaire s'engage à veiller au bon fonctionnement du site. Il installera les mises à jour nécessaires au fonctionnement du site et assurera la non-régression tant au niveau fonctionnel que de la sécurité après ces opérations de mises à jour.

Article 6.2 – Maintenance curative

Le titulaire est tenu de remédier à toutes les anomalies qui apparaissent.

Anomalie : Tout dysfonctionnement de l'Application empêchant ou perturbant l'usage de celle-ci.

Les anomalies sont de trois types :

Anomalie bloquante : Anomalie empêchant de façon temporaire ou définitive l'accès, l'utilisation et/ou l'exploitation normale aux utilisateurs,

Anomalie majeure : Anomalie qui empêche le fonctionnement normal d'une fonction essentielle de l'Application,

Anomalie mineure : Anomalie qui empêche ou perturbe le fonctionnement normal d'une fonction non essentielle de l'Application.

Délais d'intervention (Périodes ouvrées : Lundi à Vendredi, hors jours fériés – 9h00–18h00)

En h et j ouvrés	Recette	Maintenance & Garantie
Anomalie Bloquante	Prise en compte : 2h Correction : 4h	Prise en compte : 2h Correction : 2j
Anomalie Majeure	Prise en compte : 2h Correction : 1j	Prise en compte : 4h Correction : 3j
Anomalie Mineure	Prise en compte : 2h Correction : 2j	Prise en compte : 1j Correction : 5j

Respect des délais d'intervention et de correction des anomalies

Le titulaire se déplace sur les Sites Concernés de l'Ofpra dès qu'une intervention y est jugée nécessaire et prend à sa charge tous les frais si l'anomalie est du fait du titulaire.

Le délai de prise en compte commence au signalement par l'Ofpra du dysfonctionnement au titulaire et se termine à sa prise en charge par le titulaire. A ce moment-là, le délai de correction commence et se termine lorsque les corrections sont livrées à l'Ofpra.

A défaut de correction, le titulaire doit fournir une solution de contournement à l'anomalie signalée, dans les délais susvisés. Pour être adoptée cette solution de contournement doit recevoir l'assentiment de l'Ofpra. Il bénéficie alors d'un nouveau délai correspondant au degré de sévérité de l'anomalie signalée pour fournir une correction définitive, à défaut de quoi, les pénalités ci-après sont applicables.

Article 6.3 – Maintenance évolutive

La maintenance évolutive correspond à la migration de version, les évolutions spécifiques ou encore la prise en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Dans le cas où l'Ofpra souhaite disposer de nouvelles fonctionnalités au sein du système, l'Office fournira au titulaire un document d'Expression des besoins, qui permettra au titulaire de fournir un devis dans les 5 jours ouvrés.

Ce devis contiendra pour chaque livrable le nombre de jours estimés par profil proposé, ainsi que le planning prévisionnel. Les solutions techniques proposées dans le cadre des évolutions applicatives devront respecter à minima l'ensemble des exigences techniques définies ci-dessous :

- ✓ la description de l'architecture applicative et logicielle mise en œuvre ;
- ✓ la description des modifications des processus de travail en raison de contraintes propres à ces évolutions ;
- ✓ les références aux normes et standards applicables.

Article 6.4 – Failles de sécurité

Suivant le Référentiel général de sécurité, pour éviter toute faille qui réduirait la sécurité globale du SI, le titulaire devra au minimum :

- considérer tous les aspects qui peuvent avoir une influence sur la sécurité des systèmes d'information, techniques (matériels, logiciels, réseaux, etc.) eu égard aux conditions d'emploi du système pour identifier l'ensemble des risques ;

- fixer les objectifs de sécurité, notamment en matière de disponibilité et d'intégrité du système, de confidentialité et d'intégrité des informations, ainsi que d'identification des utilisateurs du système, pour répondre de manière proportionnée au besoin de protection du système et des informations face aux risques identifiés ;
- mettre en place les fonctions de sécurité permettant d'atteindre ces objectifs (utiliser des produits labellisés pour leur sécurité) ;
- assurer le suivi nécessaire à l'amélioration continue de ce niveau de sécurité.

Article 6.5 – Réversibilité

La clause de réversibilité doit permettre à l'Ofpra de reprendre la gestion du site pour l'exploiter directement ou la confier à un tiers.

A la fin du marché ou dans le cas d'une résiliation du marché due à une décision de l'Ofpra ou du titulaire, le titulaire s'engage à fournir toute la documentation technique permettant de reprendre la gestion du site dans un délai de deux semaines. A la suite de quoi, le titulaire s'engage à supprimer de ses serveurs toutes les données et tous les développements relatifs au site de l'Ofpra.

Article 6.6 – Conduite de projet

L'Ofpra sera attentif à la méthodologie proposée. Les points suivants devront être définis dans le mémoire technique du titulaire :

- ✓ les compétences et les profils qui seront à disposition de la maintenance, d'une part, curative et, d'autre part, évolutive du site ;
- ✓ le traitement des demandes effectuées par l'Ofpra ainsi que la gestion de leur priorisation ;
- ✓ la définition du comité de pilotage et ses modalités de fonctionnement ;
- ✓ les outils pour la planification des étapes et le recettage.

ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Lieu d'exécution

Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (Ofpra)
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois cedex

7.2 Bon de commande

Les prestations confiées au titulaire concernant la maintenance évolutive sont exécutées par émission de bons de commande.

Chaque bon de commande porte les mentions suivantes :

- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- l'intitulé de la prestation ;
- le nombre de jours de prestations ;
- la(les) date(s) d'intervention ;
- le prix par journée ou demi-journée, tel que figurant sur le bordereau des prix unitaires ;
- le numéro du marché.

ARTICLE 8 – PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution de la prestation (documentation, frais d'assurance, éventuels frais de déplacement et profil des personnels etc...).

8.1 Prix forfaitaire

Les prix forfaitaires correspondent à la maintenance préventive et curative.

8.2 Prix unitaire par « jour x homme »

Les prix unitaires par « jourxhomme » correspondent aux prestations liées à la maintenance évolutive.

Ces prestations s'exécutent par la voie d'un bon de commande spécifiquement établis en fonction du besoin décrit par l'Ofpra et estimées sur la base chiffrée d'un quantitatif joursXhomme proposé par profil figurant dans l'annexe financière.

8.3 Clause de révision

Le prix est ferme la première année du marché et est révisable à chaque reconduction selon la formule suivante :

$$P1=P0x(S1/S0)$$

P1 : Prix révisé

P0 : Prix contractuel d'origine ou dernier prix révisé

S0 : Indice INSEE¹ retenu à la date de notification du marché ou lors de la dernière révision

S1 : Dernière actualisation de l'indice INSEE publié à la date de reconduction du marché.

Les demandes de révision s'effectueront sur demande du titulaire au plus tard deux mois avant la date d'anniversaire de la notification du marché par courrier daté et signé en indiquant le numéro de marché, les modalités de calculs et les prix révisés.

8.4 Clause de sauvegarde

Si la révision des prix intervenue dans les conditions définies ci-dessus conduit à une augmentation supérieure de 5% du prix initial de l'offre du titulaire ou de la dernière révision du prix, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation.

ARTICLE 8 – MODALITES DE PAIEMENT

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Le mandatement des demandes de paiement est subordonné à la certification du service fait par l'Office.

Article 8.1 – Etablissement de la facturation

- les factures afférentes au paiement sont établies par le titulaire ;
- elles portent les mentions légales suivantes :
 - la raison sociale et l'adresse du titulaire,
 - le numéro de SIRET et le numéro d'inscription au registre du commerce,
 - le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire,
 - le numéro du bon de commande et la date d'émission,
 - le numéro et la date d'émission de la facture,
 - la référence ou numéro du bon de livraison,
 - la désignation et la quantité des produits livrés,
 - le montant hors taxes à payer,
 - le taux et le montant de la TVA,
 - le montant TTC à payer.
- complétées par les mentions ci-après :
 - les coordonnées bancaires du compte du titulaire, telles qu'elles sont mentionnées dans l'acte d'engagement et attestées par un RIB,
 - le numéro du présent marché et la date de notification.

¹ Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique Prix de marché – Base 2015 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010546162

Application de la taxe à la valeur ajoutée : les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

Article 8.2 – Envoi des factures

Conformément aux dispositions de l'article L. 2192-1 du CCP, les opérateurs économiques doivent utiliser à compter du 1er janvier 2020 le portail sécurisé Chorus Pro de l'État pour envoyer leurs factures via l'url : <http://chorus-pro.gouv.fr>

Article 8.3 – Délais de règlement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par mandat administratif.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Office.

Le délai de paiement est de 30 jours à réception de la facture.

En application de l'article R.2192-31 et suivants du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions des articles L. 2193-1, L. 2193-4 et R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché peut sous-traiter une partie des prestations. Il doit impérativement obtenir l'acceptation préalable du sous-traitant par l'acheteur public ainsi que l'agrément des conditions de paiement de celui-ci.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article R. 2193-11 du code de la commande publique l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ouvre droit au paiement direct de toute créance supérieure à 600€ TTC.

ARTICLE 10 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG/TIC, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnement.

Ainsi, ce marché s'inscrit dans une démarche éco responsable.

ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données / RGPD ») ainsi que les clauses de l'annexe contractuelle RGPD mentionnée à l'article 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations qu'il aurait été amené à connaître concernant l'Ofpra, ainsi que les moyens et les projets de ce dernier.

Tous les documents mis sur le site ainsi que toutes les statistiques venant de l'utilisation du site sont la propriété de l'Ofpra et sont couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Les statistiques ne peuvent être utilisées par le titulaire que pour l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat.

Conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage en outre à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et/ou ses sous-traitants dans le cas où ces derniers seraient agréés par l'Ofpra :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable de l'Ofpra étant nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, y compris matérielles selon le cas, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Il est rappelé que le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché, sans l'accord expresse de l'Ofpra.

Enfin, l'Ofpra se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect, par le titulaire, des obligations précitées.

ARTICLE 13 – ASSURANCE

Le titulaire doit justifier avoir contracté une assurance auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile et délictuelle du fait de son personnel, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 14 – PENALITES

Conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG/TIC, lorsque l'acheteur public envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

ARTICLE 15 - RESILIATION

Si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont conférées au titre du marché, l'OFPRA peut, après tentative de solution amiable, puis une mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché par lettre recommandée avec avis de réception.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la mise en demeure pour satisfaire les obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Ofpra pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier et ce, conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 16 – LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. Elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, les dispositions de l'article 55 du CCAG/TIC sont applicables au marché.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends ressortissent à la compétence du :

Tribunal administratif de Melun

43 rue du Général de Gaulle

77000 Melun Cedex

ARTICLE 17 – DÉROGATION

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication est applicable au présent marché :

Article du cahier des clauses particulières n°	Article du CCAG/TIC auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4